Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 18 novembre 2016

n° 19258

La contribution de la Roumaine au renforcement de la construction européenne.
Corruption. Enquête à la Radio roumaine
Dacian Cioloș : la réforme de l'administration, priorité absolue.
Réactions au bilan présenté par le Gouvernement.

La contribution de la Roumaine au renforcement de la construction européenne. « L'Union européenne est dans une situation compliquée et nous devons tous trouver des solutions. Mon ambition est de trouver les meilleures solutions pour la Roumanie », a déclaré hier le Président Klaus Iohannis au débat « L'Union européenne entre démantèlement et réforme. La contribution de la Roumaine au renforcement de la construction européenne » organisé à Cluj par le groupe de réflexion et analyse internationale CITALE de l'Université Babeș-Bolyai (*Agerpres*). Le chef de l'Etat roumain a souligné que la poursuite de l'intégration européenne restait un objectif stratégique pour la Roumanie, étroitement lié à son développement à long terme. Il s'est déclaré persuadé que le projet européen pouvait progresser si les priorités stratégiques de l'UE étaient soutenues. « Nous ne voulons pas reculer en arrière par rapport aux politiques qui constituent le fondement de l'Union. Tout au contraire, nous allons continuer à soutenir le respect des quatre libertés fondamentales, surtout dans le contexte du Brexit, ainsi que l'adhésion de la Roumanie à Schengen et à l'euro » (*RFI Roumanie*).

S'agissant de l'adoption de l'euro, le Président roumain a souligné que les experts ne préconisaient pas de date précise, incitant plutôt à œuvrer pour une meilleure convergence économique réelle avec la zone euro. « Je ne pense pas qu'il convienne d'annoncer une date, car l'UE connait de nombreuses crises auxquelles nous devons faire face », a affirmé Klaus Iohannis (*Agerpres*). En revanche, il a exprimé son regret que l'aspiration de la Roumanie de rejoindre l'espace Schengen s'était transformée en un débat politique, en appelant de ses vœux une levée du mécanisme de coopération et de vérification (MCV) d'ici 2019.

S'agissant du Brexit, le chef de l'Etat roumain a déclaré que la sortie de la Grande-Bretagne ne conduirait ni à l'implosion de l'Union européenne, ni à une intégration plus approfondie à court terme : « Je ne pense pas qu'une intégration fiscale ou une armée commune de l'Union européenne apparaissent ». Il a de nouveau évoqué les « opportunités » que le Brexit pourrait apporter à la Roumanie. « Je me range parmi les optimistes du Conseil européen ; il y des opportunités, mais il faut que nous, les Roumains, les voyons, les négocions et en profitions. D'autre part, il faut être réaliste et reconnaitre qu'il y a beaucoup

de problèmes liées aux libertés fondamentales, à la libre circulation des travailleurs, à la souveraineté qui ne sont pas apparues mais se sont accentués à cause du Brexit ».

S'agissant de la politique européenne de sécurité, Klaus Iohannis a estimé que celle-ci doit être complémentaire de l'OTAN, précisant que les Etats-Unis continueraient de jouer un rôle important en tant que plus grand membre de l'alliance (*Agerpres*).

En ce qui concerne la République de Moldavie, le Président Iohannis a indiqué que la Roumanie essayait de construire une relation bilatérale plus pragmatique, en accordant le soutien aux investissements dans l'économie moldave et à la diminution de sa dépendance énergétique de la Russie. « Souvent, la Roumanie a soutenu des personnes, sans obligation de résultat, au lieu de soutenir des institutions. Nous voulons continuer à soutenir et à collaborer avec la Moldavie dans l'intérêt des citoyens moldaves, en renforçant ses institutions et à travers des mécanismes transparents».

Dacian Cioloș : la réforme de l'administration, priorité absolue. Le Premier ministre a reconnu hier dans une interview accordée à *Europa FM* que son projet de réforme de l'administration n'avait pas pu aboutir par manque de soutien politique au Parlement, malgré les promesses qu'il avait reçues au début de son mandat. « Après avoir soumis au débat public en mai dernier une série de mesures qui visaient le changement de la législation pour une réforme de l'administration (…) j'ai constaté dans mes discussions avec les partis politiques qu'il n'y avait plus de soutien politique ou de volonté pour cette réforme administrative », a précisé le chef du Gouvernement. Par conséquent, le Premier ministre s'est concentré sur les « précurseurs de la réforme de l'administration » : la simplification et la transparence, ainsi que la stratégie de développement de la fonction publique et de la formation des fonctionnaires. Dacian Cioloș a estimé que le futur Gouvernement, quel qu'il soit, devait commencer par la réforme de l'administration (*Agerpres*).

Réactions au bilan présenté par le gouvernement. Les analystes consultés par *Adevărul* pointent quelques « carences » dans l'action du Gouvernement, notamment dans le domaine de la santé et de l'administration. « C'était un Gouvernement appelé à régler le problème de la Santé après la tragédie de l'incendie meurtrier dans le club Colectiv. Cependant, dans des secteurs prioritaires, comme l'Education ou la Santé, le Gouvernement n'a pas réussi à faire beaucoup de choses », a estimé Cristian Pîrvulescu, politologue et activiste pour la démocratie et les droits de l'homme. *Adevărul* s'intéresse en particulier au « bilan économique » du Gouvernement, passant en revue les principales réussites (« débureaucratisation », stabilité fiscale, stratégie énergétique 2016-2020, stratégie « Roumanie compétitive », aides aux PME, amélioration de l'absorption de fonds européens), ainsi que les points négatifs (loi sur les redevances, loi sur la rémunération des fonctionnaires, l'infrastructure, le retard des paiements des subventions agricoles, la participation de la Roumanie aux foires internationales).

Rémunération des fonctionnaires. Le Premier ministre a annoncé dans une interview pour la télévision nationale (TVR) que le projet de loi sur la réforme de la rémunération des fonctionnaires pourrait arriver au Parlement au début de 2017. Le texte est actuellement en cours d'élaboration, le ministre du Travail étant en négociation avec les syndicats (*Agerpres*).

Corruption. Enquête à la Radio roumaine. Cinq membres du conseil d'administration de la Radio Roumanie, ainsi que six titulaires de postes de direction, sont poursuivis par le Parquet du 1er arrondissement de Bucarest, suspectés d'abus de pouvoir et de conflit d'intérêts, ayant facilité l'attribution par la Radio Roumanie de plusieurs contrats de prestation de services sur la base desquels ils auraient obtenus des gains illicites d'environ 400 000 lei (90 000 euros) (*Radio România Actualități*).

Laura Codruța Kövesi, procureur en chef de la DNA, face aux soupçons de plagiat. L'Université de l'Ouest de Timișoara a analysé la thèse de doctorat de Laura Codruța Kövesi, procureure en chef de la Direction nationale anticorruption (DNA), concluant que 564 lignes sur les 11 512 de l'ouvrage étaient similaires à d'autres sources. Les soupçons de plagiat sont en conséquence fondés pour 4,9% de l'ouvrage, rapporte l'université. Pour

mémoire, le Conseil national d'attestation des titres, des diplômes et des certificats universitaires (CNATDCU) du ministère roumain de l'Education, saisi le 7 octobre dernier, doit se prononcer ce mois-ci sur la thèse de Mme Kövesi (*TVR*, *HotNews.ro*).

OTAN. Mihnea Motoc, ministre roumain de la Défense, a rencontré hier Pawel Soloch, chef du bureau de sécurité nationale de la Pologne, en visite en Roumanie, et a souligné le soutien de la Roumanie à la mise en place d'une présence avancée renforcée de l'OTAN en Pologne et dans les pays baltes (*Agerpres*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Le cinéaste français Iohanis Nuguet, l'auteur du film « Spartacus et Cassandra », lauréat du grand prix à l'édition 2015 du Festival international de film de Sibiu - Astra Film Festival (AFF), sera à Bucarest du 21 au 23 novembre, à l'occasion du cycle de ciné-débats sur les droits de l'enfant, organisé par l'Ambassade de France et l'Institut français de Bucarest (*Rador*).

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie